



AILE PARLEMENTAIRE
DU BLOC QUÉBÉCOIS

COMMUNIQUÉ

Pour diffusion immédiate

« LE BLOC QUÉBÉCOIS N'ACCEPTERA PAS QUE LA LUTTE AU DÉFICIT SE FASSE SUR LE DOS DES MOINS FORTUNÉS ET DE LA CLASSE MOYENNE »

– Jean-Yves Laforest et Daniel Paillé

Ottawa, lundi 5 octobre 2009 – « Alors que le gouvernement fédéral engrange une fois de plus les déficits, les conservateurs et les libéraux cachent à la population ce qu'ils entendent faire pour rétablir l'équilibre budgétaire. On constate malheureusement qu'Ottawa est aux mains d'un système où les deux grands partis fédéralistes partagent un même regard et défendent les intérêts des privilégiés. Ce sont les moins nantis et la classe moyenne qui en paient le prix », a déploré aujourd'hui le porte-parole du Bloc Québécois en matière de finances et député de Saint-Maurice—Champlain, **Jean-Yves Laforest**, en lançant un appel à Ottawa afin qu'il remette de l'ordre avant que la situation ne prenne des proportions hors contrôle.

« Tout comme les libéraux avant eux, les conservateurs avaient promis de ne pas augmenter les impôts. Pourtant, comme les libéraux, ils ont décidé en douce de hausser les cotisations à l'assurance-emploi pour faire payer le déficit aux travailleuses et aux travailleurs. Le gouvernement Harper prévoit ainsi piger 18,9 milliards \$ dans la caisse d'assurance-emploi entre 2012 et 2015. Pendant ce temps, les banques, les grandes pétrolières et les privilégiés continuent de s'enrichir puisqu'ils échappent à l'impôt, notamment par l'entremise de paradis fiscaux », a expliqué **Jean-Yves Laforest**.

Le député du Bloc Québécois estime ainsi à plus de 2 milliards \$ par année les économies qui seront réalisées par les grandes banques sur le dos des moins bien nantis grâce aux paradis fiscaux. Pis encore, les dispositions aménagées par Ottawa à l'intention des grandes pétrolières permettront à celles-ci de récupérer des montants à hauteur de 9 milliards \$ au cours des trois prochaines années.

« Le Bloc Québécois n'acceptera pas que la lutte au déficit se fasse encore une fois aux dépens des moins fortunés et de la classe moyenne. C'est inacceptable quand on pense que, lorsqu'il est question de gérer sa propre cour, le gouvernement fédéral fait figure de cancre. Comme l'a démontré le rapport Léonard, Ottawa a littéralement laissé exploser ses dépenses de fonctionnement depuis la dernière décennie. Entre 1998 et 2007, ses dépenses ont ainsi augmenté de 74 %! » poursuit toujours **Jean-Yves Laforest**.

Le Bloc propose des mesures

Le conseiller économique du Bloc Québécois, **Daniel Paillé**, souligne pour sa part que le Bloc Québécois a élaboré une série de mesures qui permettraient notamment au gouvernement fédéral de réaliser des économies annuelles de l'ordre de 16 milliards \$, ceci sans soutirer un sou des poches des moins fortunés et de la classe moyenne.

« Ottawa doit d'abord faire le ménage dans sa maison, en sabrant dans les dépenses bureaucratiques. C'est fort possible, comme l'a démontré le comité du Bloc Québécois sur la révision des programmes fédéraux dans le plan qu'il a déposé l'an dernier. Ottawa pourrait ainsi réaliser des économies annuelles de l'ordre de 8 milliards \$, sans congédier un seul fonctionnaire et sans toucher aux transferts », explique **Daniel Paillé**.

« Dans la même veine, Ottawa doit rationaliser ses dépenses en achats militaires. Il est urgent de procéder en comité à un examen approfondi de tout achat excédant 100 millions \$. D'ici là, le gouvernement doit imposer un moratoire sur les acquisitions militaires et amorcer une réflexion sur l'après-Afghanistan. Ces mesures permettraient d'économiser au moins un milliard chaque année », a-t-il poursuivi.

« Par ailleurs, le Bloc Québécois a la ferme intention d'intensifier son combat pour qu'Ottawa ferme enfin la porte à l'utilisation des paradis fiscaux par les grandes entreprises, les plus fortunés et les grandes banques. Nous récupérerions ainsi 3 milliards \$ par an. Nous allons également nous battre pour que les pétrolières contribuent à leur juste mesure, soit en mettant fin aux privilèges qui leurs sont accordés. Ceci ramènerait quelque 2,7 milliards \$ par année dans les coffres à Ottawa à compter de 2011 », lance toujours **Daniel Paillé**.

« Enfin, nous proposons une série de mesures qui mettront davantage à contribution les gens les plus fortunés. Une surtaxe de 1 % sur les revenus des personnes obtenant un revenu imposable annuel de 150 000 \$ et plus, à l'exemple des mesures mises en place par l'Administration Obama, procurerait à lui seul de recueillir 1,5 milliard de plus chaque année. Nous proposons aussi par exemple, dans la foulée de plusieurs pays européens, une taxe sur les transactions financières internationales de façon à ce que les principaux responsables de la crise actuelle – les grandes institutions financières – contribuent à payer pour les pots cassés », a-t-il récapitulé.

Le Bloc se tiendra debout

« Il est clair qu'il y a moyen de lutter contre le déficit fédéral en s'attaquant aux bonnes cibles, c'est-à-dire sans s'attaquer encore une fois à la classe moyenne, aux travailleurs et au Québec. Le Bloc Québécois va s'élever contre le système libéral-conservateur. Nous allons nous tenir debout pour les Québécoises et les Québécois et c'est dans cette optique que s'inscrivent nos propositions pour lutter contre le déficit », a conclu **Daniel Paillé**.

– 30 –

Renseignements :

Carl Boisvert, attaché de presse
Aile parlementaire du Bloc Québécois
Tél. : 613 947-2495
Cell. : 613 294-2066
www.blocquebecois.org